

Questions orales

Est-ce que le ministre des Finances commence à comprendre le désespoir qui existe à Montréal et dans la province de Québec. Hier soir, j'étais à Montréal, et dans les rues, on peut voir des écriteaux «À vendre» ou «À louer» à chaque coin de rue.

Quand le ministre des Finances va-t-il enfin réaliser que cette lutte à tout prix contre l'inflation est un désastre absolu? Quand va-t-il prendre ses responsabilités afin de redonner un peu d'espoir aux Québécois, qui sont désespérés, et changer ses politiques économiques, qui sont condamnées à ce moment-ci par tout le monde au pays, les hommes d'affaires comme les ouvriers, comme les groupes sociaux, par tout le monde? Quand le gouvernement va-t-il enfin comprendre que le temps est venu de changer ses politiques économiques?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, je sais que le député ne lèvera pas le nez sur les 500 millions de dollars consacrés aux programmes d'infrastructures qui peuvent être mis en oeuvre pour ainsi dire tout de suite. Je crois que ce n'est pas négligeable. En plus de cela, il faut penser aux projets que le secteur privé peut lancer.

Je comprends la gravité du problème, mais le député peut avoir l'assurance que les mesures annoncées mercredi dans l'exposé économique verront le jour et cela, dans très peu de temps.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Le ministre des Finances nous demande constamment si on a des suggestions à apporter. Hier, circulant à Montréal, je voyais les endroits dont le maire Doré m'avait dit qu'il était prêt à commencer des travaux immédiatement. J'ai vu le maire de Ville Laval il n'y a pas très longtemps qui me disait qu'il a dans ses tiroirs des projets concrets, grâce auxquels il pourrait mettre des gens au travail, immédiatement, deux ou trois jours après la décision du gouvernement.

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il absolument d'accepter cette proposition de l'Union des maires et municipalités du Canada qui sont prêts à investir un tiers dans chacun des projets? Les gouvernements provinciaux sont prêts à le faire, c'est seulement le gouvernement fédéral qui les bloque.

Pourquoi le gouvernement s'obstine-t-il à ne pas faire confiance aux municipalités, lesquelles municipalités pourraient mettre les citoyens au travail demain matin? Pourquoi le ministre ne comprend-il pas le bon sens?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, nous agissons, c'est indéniable. Des appels d'offres seront lancés pour la réfection des ponts appartenant au gouvernement fédéral. Nous avons prévu 125 millions de dollars pour ces ponts, 75 millions pour d'autres priorités du domaine du transport et 36 millions pour la Société du port de Montréal. Tout cela créera des emplois et stimulera l'activité économique. Nos mesures créeront des emplois et stimuleront le secteur de l'ingénierie et de la construction. Ce sont des programmes qui seront mis en oeuvre à très brève échéance.

En outre, des mesures ont été prises pour stimuler le secteur de la petite entreprise: la disponibilité du capital sera accrue, et des stimulants seront offerts pour l'embauche d'un plus grand nombre d'employés. Il y a toutes sortes de mesures en ce sens. Le secteur de la petite entreprise est très dynamique et se porte bien au Québec. J'espère que ces entreprises participeront aux programmes que nous avons annoncés et sauront les mettre à profit efficacement.

[Français]

Mme Sheila Coppins (Hamilton-Est): Dans le même ordre d'idées, madame la Présidente, le ministre prive directement les chômeurs et leurs familles de 2,4 milliards de dollars.

[Traduction]

Le ministre prétend que la récession est terminée. Pourtant, au cours de la semaine qui s'achève, on a appris que 10 000 employés du CN avaient perdu leur emploi, tandis que 2 000 employés de Dofasco et 2 500 employés de la BCIC sont sur le point de perdre le leur et que les employés de la GM à St. Catharines ont de nouveau été durement frappés, 800 d'entre eux allant grossir les rangs des chômeurs cette fois. Que fait le ministre de l'Emploi? Il les traite de téléphages et les accuse de passer leurs hivers en Floride. Il a le culot de dire que les chômeurs devraient être fiers de contribuer au remboursement de la dette publique. Comment les ministériels peuvent-ils dire de telles énormités et, ce qui est pire encore, prendre des mesures aussi écoeurantes que ces mesures punitives contre des personnes qui sont déjà dans la misère?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme): Madame la Présidente, il ressort d'un rapport—un rapport américain, il est vrai—que le secteur canadien de l'industrie nord-américaine de l'automobile restera très fort, plus fort que ne le justifierait notre situation démographique, après que l'ALENA aura été mis en oeuvre. L'ALENA nous aidera à maintenir notre commerce de l'automobile.